

N<sup>o</sup> DE COUR:  
N<sup>o</sup> DE DOSSIER:

DANS L'AFFAIRE DE LA PROPOSITION  
DE :

JOSEPH ADIB NAJM, personne physique  
insolvable, domicilié dans la ville de Sainte-  
Catherine, province de Québec;

Débiteur

---

**PROPOSITION**

---

JOSEPH ADIB NAJM, le Débiteur susmentionné, soumet par les présentes la Proposition ci-dessous en vertu de l'article 50 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (la « **LFI** »).

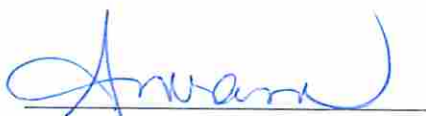
1. **Définitions** : Les définitions suivantes, ainsi que les termes et conditions qui y sont intégrés, font partie intégrante de la Proposition :
  - 1.1 « **Approbation** » désigne l'Approbation de la Proposition par les majorités statutaires des Créanciers en vertu de la LFI et par la Cour en vertu d'un jugement final et exécutoire qui est devenu exécutoire par suite de l'expiration du délai d'appel sans qu'une requête pour permission d'appeler ait été déposée, ou du fait qu'une requête pour permission d'appeler a été déposée et refusée, ou encore que l'appel soit entendu et que le jugement approuvant la Proposition a été confirmé ou encore du fait que la requête pour permission d'appeler a été retirée;
  - 1.2 « **CCQ** » désigne le *Code civil du Québec*;
  - 1.3 « **Cour** » désigne la Cour supérieure du Québec, Chambre commerciale, siégeant dans et pour le district judiciaire de Longueuil;
  - 1.4 « **Créanciers** » désigne tous les Créanciers visés par la Proposition, à savoir la Couronne, les Créanciers prioritaires, les Créanciers employés et les Créanciers ordinaires non garantis;
  - 1.5 « **Créanciers employés** » désigne tous les employés actuels et anciens du Débiteur qui sont titulaires de Réclamations d'employés;
  - 1.6 « **Créanciers garantis** » a le sens qui est attribué à ce terme à l'article 2 de la LFI;
  - 1.7 « **Créanciers ordinaires non garantis** » désigne toutes les personnes qui sont titulaires de Réclamations ordinaires non garanties;
  - 1.8 « **Créanciers prioritaires** » désigne toutes les personnes qui sont titulaires de Réclamations prioritaires;
  - 1.9 « **Débiteur** » désigne JOSEPH ADIB NAJM;
  - 1.10 « **Dividendes** » désigne les paiements que le Syndic doit effectuer aux Créanciers aux termes de la présente Proposition;
  - 1.11 « **Honoraires professionnels** » désigne les honoraires, les frais, les passifs et les obligations du Syndic, de même que l'ensemble des frais juridiques, des frais comptables et des honoraires d'experts-conseils incombant au Débiteur et au Syndic relativement au fait que le Débiteur exerce ses droits en vertu de la LFI, y compris relativement à la négociation et la mise en œuvre de la Proposition;
  - 1.12 « **Proposition** » désigne la présente proposition ou toute modification qui pourrait y être apportée conformément à l'article 7 ci-dessous, à tout moment avant qu'elle soit soumise au vote des Créanciers, ou par la suite avec la permission du Syndic

si la ou les modifications sont avantageuses aux Créanciers, ou que la Cour pourrait y apporter au moment de sa ratification;

- 1.13** « **Prouvée** » se dit des Réclamations de la Couronne, Réclamations d'employés, Réclamations prioritaires ou Réclamations ordinaires non garanties à l'égard de laquelle, conformément à l'article 124 de la LFI, une preuve de réclamation a été déposée auprès du Syndic en temps utiles et a été acceptée par celui-ci, sous réserve de ce qui suit :
- a) les réclamations éventuelles ou non liquidées et les réclamations payables à un moment ultérieur sont régies par les paragraphes 121(2) et 121(3) de la LFI;
  - b) la présente Proposition est assujettie à chaque disposition de la LFI qui concerne le droit de vote à l'égard d'une réclamation;
  - c) les Réclamations ordinaires non garanties prouvées, découlant de contrats à exécution successive qui n'ont pas été rejetés ou résiliés par le Débiteur, sont limitées aux sommes dues par le Débiteur aux termes de ceux-ci qui se sont accumulées jusqu'à la date de la Proposition (mais non après cette date).
- 1.14** « **Réclamations d'employés** » désigne toutes les sommes que les employés actuels ou anciens du Débiteur auraient été en droit de recevoir aux termes de l'alinéa 136(1)d) de la LFI si le Débiteur avait fait faillite à la date de la Proposition, ainsi que les gages, les salaires, les commissions ou toute autre rémunération pour les services rendus pendant la période allant de la date de la Proposition à la date de l'Approbation de celle-ci inclusivement, de même que, dans le cas des voyageurs de commerce, les sommes qu'ils ont régulièrement déboursées pour l'entreprise du Débiteur pendant la période susmentionnée, le tout conformément au paragraphe 60(1.3) de la LFI;
- 1.15** « **Réclamations de la Couronne** » désigne, pour les besoins de la Proposition uniquement et exclusivement, les réclamations de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province visées au paragraphe 60(1.1) de la LFI qui étaient impayées à la date de la Proposition;
- 1.16** « **Réclamations ordinaires non garanties** » désigne les réclamations autres que les réclamations des Créanciers garantis, les Réclamations d'employés, les Réclamations de la Couronne et les Réclamations prioritaires. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, il est entendu que les Réclamations ordinaires non garanties comprennent les réclamations de quelque nature que ce soit, qu'il s'agisse de sommes exigibles ou non à la date de la Proposition, y compris les réclamations éventuelles ou non liquidées (une fois quantifiées) découlant de toute opération conclue par le Débiteur avant la date de la Proposition. De plus, les Réclamations ordinaires non garanties comprennent les réclamations découlant d'un manquement à une obligation contractée avant la date de la Proposition, quelle que soit la date du manquement;
- 1.17** « **Réclamations prioritaires** » désigne les réclamations visées aux alinéas 136(1)a) à 136(1)j) de la LFI, soit les réclamations qui, conformément à la LFI, doivent être réglées en priorité sur toutes les autres réclamations au moment de la distribution des biens d'un failli, à l'exclusion des Réclamations d'employés;
- 1.18** « **Réclamations relatives à des capitaux propres** » a le sens qui est attribué à ce terme à l'article 2 de la LFI;
- 1.19** « **Syndic** » désigne Le Groupe Fuller Landau Inc. (M. Patrick Sullivan, CIRP), en tant que Syndic à la Proposition du Débiteur;

2. **Réclamations des Créanciers garantis** : Les Créanciers garantis seront payés conformément aux contrats existants ou selon toute autre entente qui pourrait être conclue avec eux. Il est entendu que la présente Proposition ne s'adresse pas aux Créanciers garantis et que ces derniers ne sont pas liés par la présente Proposition.
3. **Réclamations de la Couronne** : Toutes les Réclamations de la Couronne prouvées que le Débiteur n'a pas déjà payées dans le cours normal de ses activités seront payées intégralement dans les six (6) mois suivant l'Approbation de la présente Proposition.
4. **Honoraires professionnels** : Les Honoraires professionnels que le Débiteur n'a pas déjà payés dans le cours normal de ses activités seront payés par celle-ci en priorité sur toutes les Réclamations prioritaires et Réclamations ordinaires non garanties.
5. **Réclamations subséquentes** : Les réclamations liées à des biens fournis, à des services rendus ou à d'autres contreparties remises au Débiteur après la date de la Proposition (à l'exception des Honoraires professionnels et des frais du Syndic ou d'un professionnel dont le Syndic a retenu les services), y compris les salaires et toute autre rémunération des employés, s'il y a lieu, seront payées intégralement par le Débiteur dans le cours normal de ses activités et selon des conditions normales de commerce.
6. **Réclamations d'employés, Réclamations prioritaires et Réclamations ordinaires non garanties** :
  - 6.1 le Débiteur procédera à l'encaissement de son CELI et à la liquidation des régimes enregistrés d'épargne-étude de ses enfants, laquelle devrait être complétée au cours des prochaines semaines;
  - 6.2 le produit net de ladite liquidation, totalisant \$33 000, sera distribué par le Syndic conformément aux paragraphes 2 à 5 de la présente Proposition et le solde du produit restant sera distribué dans l'ordre suivant :
    - a) les Réclamations prioritaires prouvées seront payées conformément à l'article 136 de la LFI en priorité sur les Réclamations ordinaires non garanties;
    - b) le solde impayé, le cas échéant, des Réclamations d'employés prouvées seront payées intégralement;
    - c) le solde du produit restant sera distribué aux Créanciers ordinaires non garantis, au prorata de leurs créances respectives, dans les 60 jours suivant l'Approbation de la Proposition.
7. **Modifications** : Le Débiteur peut modifier la Proposition en tout temps avant la tenue de toute assemblée convoquée pour voter sur la Proposition au moyen d'un avis écrit donné aux Créanciers ayant une réclamation prouvée, ou verbalement au cours de cette assemblée.
8. **Syndic** : Le Syndic doit agir en cette qualité dans la Proposition, et tous les montants payables ainsi que toutes les actions devant être distribuées en vertu de la Proposition doivent par conséquent être remis au Syndic.
9. **Exécution de la présente Proposition** : Conformément à l'article 65.3 de la LFI, la présente Proposition sera réputée entièrement exécutée lorsque les dividendes auront été distribués. En cas de litige entre la version française et anglaise de cette proposition, la version française prévaudra.

FAIT À MONTRÉAL, le 25 septembre 2013



Témoin

par   
JOSEPH ADIB NAJM

COURT N<sup>o</sup>:  
FILE N<sup>o</sup>:

IN THE MATTER OF THE PROPOSAL OF :

JOSEPH ADIB NAJM, physical person, having his principal place of residence in the City of Ste-Catherine, Province of Québec;

Debtor

---

**PROPOSAL**

---

JOSEPH ADIB NAJM, the above-noted Debtor, hereby submits the following Proposal in accordance with Section 50 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* (the "BIA").

1. **Definitions:** The following definitions form an integral part of the Proposal:
  - 1.1 "Approval" means the approval of the Proposal by the statutory majority of Creditors in virtue of the BIA and by the Court by way of a final and executory judgment following the expiry of the appeal delay without any Motion for Leave to Appeal or Inscription in Appeal being filed, or following the dismissal of a Motion for Leave to Appeal or following the hearing of the Appeal and the confirmation of the judgment approving the Proposal or, finally, the following the withdrawal of a Motion for Leave to Appeal;
  - 1.2 "CCQ" means the *Civil Code of Québec*;
  - 1.3 "Court" means the Quebec Superior Court, Commercial Division, sitting for the Judicial District of Longueuil;
  - 1.4 "Creditors" means all the Creditors which are subject to the Proposal including the Crown with respect to Crown Claims, Preferred Creditors, Employee Creditors and General Unsecured Creditors;
  - 1.5 "Employee Creditors" means all actual or former employees of the Debtor with Employee Claims;
  - 1.6 "Secured Creditors" has the meaning ascribed to this term by Section 2 BIA;
  - 1.7 "General Unsecured Creditors" means all holders of General Unsecured Claims;
  - 1.8 "Preferred Creditors" means holders of Preferred Claims;
  - 1.9 "Debtor" means JOSEPH ADIB NAJM;
  - 1.10 "Dividends" means the payments to be made by the Trustee in favour of the Creditors in accordance with the Proposal;
  - 1.11 "Professional Fees" means all fees, costs, undertakings and obligations of the Trustee and all the legal fees, accounting fees, consulting and accounting fees payable by the Debtor or by the Trustee relating to or resulting from the present proceedings in virtue of the BIA, including those relating to or resulting from the negotiation and the implementation of the Proposal;
  - 1.12 "Proposal" means the present Proposal or any modification made thereto in accordance with paragraph 7 below, which can be made at anytime before it is submitted to the vote of the Creditors, or following said vote with the authorization of the Trustee if the modification(s) is or are advantageous to the Creditors, or that the Court may dictate at the time of its ratification;
  - 1.13 "Proven" means and refers to Crown Claims, Employee Claims, Preferred Claims or General Unsecured Claims in respect of which, in accordance with

Section 124 BIA, a proof of claim has been filed with the Trustee in due time and has been accepted by the Trustee, subject to the following:

- a) eventual or unliquidated claims and claims payable at a future date are governed by paragraphs 121(2) and 121(3) BIA;
- b) the Proposal is subject to the applicable provisions of the BIA concerning the vote of creditors with respect to their claims;
- c) the General Unsecured Proven Claims, arising from executory contracts which have not been repudiated or terminated by the Debtor, are limited to sums owing by the Debtor in connection therewith which have accrued up to the date of the Proposal (but do not include sums payable thereafter).

- 1.14 **“Employee Claims”** means all amount which the Debtor’s, present or former employees, would have been entitled to receive under Section 136(1)d) BIA if the Debtor had become bankrupt on the date of the Proposal, as well as wages, salaries, commissions or compensations for services rendered from and after the date of the Proposal up to and including the date of Approval, together with, in the case of traveling salesmen, disbursements properly incurred by those salesmen in and about the Debtor’s business during the same period, the whole as contemplated by Section 60(1.3) BIA;
  - 1.15 **“Crown Claims”** means, for the purpose of the Proposal, all claims of the Crown as set forth and described in Section 60(1.1) BIA which were outstanding on the date of the Proposal;
  - 1.16 **“General Unsecured Claims”** means all claims other than claims of Secured Creditors, Employee Claims, Crown Claims and Preferred Claims. Without limiting the generality of the foregoing, it is understood that General Unsecured Claims include claims of any nature or source whatsoever whether due or not due as of the date of the Proposal, including contingent and unliquidated claims (once quantified or liquidated) resulting or connected to any transaction or operation of the Debtor before the date of the Proposal. In addition, General Unsecured Claims include claims resulting from any breaches of any obligations contracted by the Debtor prior to the Proposal, irrespective of the date of said breach;
  - 1.17 **“Prior Claims”** means all claims, as contemplated by paragraphs 136(1)a) to 136(1)j) BIA, being such claims directed by BIA to be paid in priority to all other claims in the distribution of the property of the bankrupt, excluding the Employee Claims;
  - 1.18 **“Equity Claim”** has the meaning ascribed to this term by Section 2 BIA;
  - 1.19 **“Trustee”** means Le Groupe Fuller Landau Inc. (Mr. Patrick Sullivan, CIRP), in its capacity as Trustee to the Proposal of the Debtor.
2. **Claims of Secured Creditors:** Secured Creditors shall be paid in accordance with existing contracts or in accordance with other arrangements to be entered into with them. It is understood that the Proposal is not made in respect of the Secured Claims.
  3. **Crown Claims:** Claims which are proven and which the Debtor has not paid in the normal course of business will be paid in full within six months following the Approval of the Proposal.
  4. **Professional Fees:** All Professional Fees, to the extent not already paid by the Debtor in the ordinary course of the Debtor’s business, shall be paid by the Debtor in priority to all Preferred Claims and General Unsecured Claims.
  5. **Subsequent Claims:** All claims in respect of property supplied, services rendered or other consideration given to the Debtor subsequent to the date of the Proposal (excluding professional fees, fees of the Trustee or of any professional hired by the Trustee) including all salaries, remuneration and other compensation of the Debtor’s employees as the case may be, will be paid in full by the Debtor in the ordinary course of its business in accordance with normal business conditions.

**6. Employee Claims, Preferred Claims and General Unsecured Claims:**

- 6.1 the Debtor will use his best efforts to proceed to redeeming his TFSA and to the orderly liquidation of his children's' RESPs which shall be completed within the next weeks;
- 6.2 the net proceeds of said liquidation, totaling \$33 000, will be distributed by the Trustee in accordance with paragraphs 2 to 5 of the Proposal and the remaining balance will be distributed as follows:
- a) the Proven Prior Claims will be paid in accordance with Section 136 BIA in priority to General Unsecured Claims;
  - b) the balance, if any, of Employee Claims will be paid in full;
  - c) the balance, if any, will be distributed to General Unsecured Creditors on a *pro rata* basis within sixty days following the Approval of the Proposal.
7. **Modifications:** The Debtor may modify or amend the Proposal at anytime before the holding of the meeting with respect to the Proposal by way of written notice given to the Creditors with a Proven claim, or verbally during said meeting.
8. **Trustee:** The Trustee will act in this capacity with respect to the Proposal and all amounts payable thereunder shall be paid over to the Trustee which shall remit the dividends in accordance with the terms of the Proposal.
9. **Execution of the Proposal:** In accordance with Section 65.3 BIA, the Proposal will be deemed fully executed when the dividends will have been paid in full.

**Note:** In case of litigation, the French version shall prevail on the English one.

**DATED IN MONTRÉAL**, September 25, 2013



Witness

per : \_\_\_\_\_



JOSEPH ADIB NAJM